

**Après les 500.000 étudiants, lycéens et personnels dans la rue,
partout en France ce jeudi 16 mars,
réussir les manifestations unitaires,
à l'appel de toutes les confédérations syndicales,
DES MILLIONS DE VOIX SAMEDI 18 MARS CONTRE LE CPE**

**DU 16 AU 18 MARS :
TOUJOURS PLUS FORT**

Dans toute la France, aujourd'hui 16 mars, la déferlante anti CPE a pris une autre ampleur. De plus en plus d'universités et de lycées, de plus en plus d'étudiants et de lycéens, de plus en plus de personnels de l'enseignement et de l'enseignement supérieur, de parents d'élèves, sont dans l'action pour obtenir le retrait du CPE.

Forts de l'élan des 7 et 16 mars, forts du soutien de l'opinion publique et de la mobilisation de toutes les générations, nous ferons du 18 mars une manifestation encore plus puissante que les précédentes.

Ce rejet massif du CPE, le gouvernement essaye de le nier. Acculé, il cherche à s'en sortir en proposant des adaptations qui ne touchent pas au cœur du dispositif.

La seule issue c'est que le gouvernement retire le CPE et qu'il ouvre une véritable négociation sur l'emploi, la formation, la reconnaissance des qualifications, de l'insertion professionnelle.

Qu'il se mette enfin à l'écoute des propositions alternatives portées par le mouvement.

Le Premier Ministre doit entendre la colère qui monte de la jeunesse et du monde du travail. La majorité des conseils d'administration des universités s'est prononcée pour le retrait du CPE. C'est ce message que doivent porter les interlocuteurs du gouvernement -CPU comprise.

Dans les heures qui viennent, le SNESUP-FSU appelle tous les personnels de l'enseignement supérieur à s'investir totalement dans la réussite du 18 mars puis à se rassembler en AG unitaires pour débattre des suites à donner à l'action dans ses développements interprofessionnels unitaires que le gouvernement, par son obstination, rendraient nécessaires dans la semaine du 20 au 24 mars.

Paris, le 16 mars 2006

LE RETRAIT DU CPE :

UNE EXIGENCE MAJEURE

La mobilisation grandissante dans les établissements d'enseignement supérieur exige le retrait du CPE. Les organisations syndicales de salariés, du public et du privé, sont mobilisées aussi sur ce mot d'ordre. Ce mouvement social d'ampleur trouve son écho dans une grande partie de la communauté universitaire comme le prouvent les positions claires qu'ont déjà prises ou sont en train de prendre un grand nombre de conseils d'administration d'universités appelant au retrait du CPE. Les présidents d'université sont donc pour une fois mandatés pour défendre une position claire au sein de la CPU, une position unitaire et rassembleuse.

La position de la CPU adoptée mercredi 15 mars dans une configuration réduite de cette assemblée (une cinquantaine de présents) est très en-deçà des attentes de la communauté universitaire.

Le SNESUP renouvelle son appel à l'amplification des luttes pour le retrait du CPE.

Paris et Nantes, le 16 mars 2006

D'ores et déjà, le SNESUP inscrit toutes ses actions -dans les établissements, avec la FSU, avec les confédérations syndicales- pour que la semaine prochaine (dès le 20 mars) engage le pays tout entier dans le rejet de la précarité et du CPE.

**Le gouvernement doit nous entendre !
L'extension des manifestations, des grèves, des occupations de sites universitaires, est à l'ordre du jour.**